

Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), et je voudrais en citer une couple d'alinéas:

La moitié des familles du Winnipeg métropolitain vit dans des maisons ou des appartements surpeuplés ou non conformes aux normes de construction ou d'hygiène.

D'autres habitent en double, soit deux familles par maison unifamiliale; ou encore, ce qu'ils payent pour le logement excède leurs moyens.

L'article continue ainsi:

La ville de Winnipeg ne compte que 2,000 habitations pour répondre aux besoins des 35,000 familles—le tiers de toutes les familles de la région—dont le revenu est si bas qu'elles ont besoin d'une forme quelconque de subventions directes pour pouvoir vivre dans des logements convenables.

En juin 1967, la *Tribune* de Winnipeg, a publié un article au sujet du village de Thompson, où se trouve une grande mine de nickel. La semaine passée, mon collègue de Sudbury a parlé des problèmes de sa ville. A Thompson, l'International Nickel Company a annoncé son intention de doubler son effectif ouvrier, qui est de 3,000, d'ici quelques années. Actuellement, il y a à Thompson des ouvriers qui paient \$150 par mois pour une chambre, et dont les familles sont restées à Vancouver, Edmonton ou Sudbury, d'où les hommes sont partis chercher du travail. Quel avenir attend ces familles, ce village? Le ministre a annoncé une politique aux termes de laquelle l'intérêt sur les hypothèques est majoré et qui empêchera ces gens-là de jamais s'acheter une maison.

En mars 1967, la *Tribune* a publié un article au sujet des difficultés de certains ruraux, notamment les métis; je vais en citer un paragraphe:

Le village d'Ebb and Flow, situé sur la rive ouest du lac Winnipégois, compte 329 habitants qui vivent dans 52 habitations de bois rond et de terre, la plupart n'ayant qu'une ou deux pièces. Plusieurs familles de 7 à 10 enfants vivent dans une seule pièce; d'autres qui ont de 9 à 13 enfants, se logent dans deux pièces.

Je pourrais citer d'autres cas, monsieur l'Orateur, mais je crois que les députés et le grand public sont au courant des conditions dans lesquelles vivent nos Indiens et nos métis. Pourtant, la semaine dernière, le ministre du Travail, et hier soir, d'autres députés ministériels ont tenté d'esquiver la question et de faire croire à l'inexistence du problème. Monsieur l'Orateur, le problème existe, et il faut chercher à le résoudre.

S'il est une chose que le gouvernement a démontrée, c'est qu'il est tout simplement in-

[M. Orlikow.]

capable de s'attaquer à cette question. Le ministre des Finances a énoncé si nettement, en une seule phrase, la politique du gouvernement en matière de logement que personne, je crois, même pas l'opposition officielle, ne peut s'y tromper. J'aimerais citer cette phrase, car elle élucide le principe qui inspire l'activité du gouvernement. Elle figure à la page 2734 du *hansard* d'hier, selon lequel le ministre des Finances aurait tenu les propos suivants:

Nous voulons que la majeure partie de l'habitation continue à être financée grâce au marché libre comme elle l'a été jusqu'ici.

Qu'est-ce que cela signifie, monsieur l'Orateur? Simplement que les personnes cherchant à se loger en achetant des maisons individuelles ou en louant un appartement devront compter sur le marché. Elles dépendront des constructeurs et des entrepreneurs qui s'adressent aux compagnies de prêts pour obtenir des fonds.

Depuis quelques années, la construction d'appartements, de maisons individuelles et d'immeubles de location fait l'objet d'une demande énorme. Il en est de même pour les motels et les hôtels, pour les édifices groupant des bureaux modernes, luxueux et climatisés, et pour les supermarchés. On est dans une triste situation quand le supermarché est à plus de trois minutes en automobile. On doit donc en construire un autre après trois pâtés de maisons. Cette demande concerne également les postes d'essence et les stations-service pour au moins un flot sur deux.

Y a-t-il un député, un homme d'affaires qui ne se rend pas compte, dans ces conditions, alors que nous ne pouvons manifestement pas répondre à toutes les demandes, que l'habitation ne peut tout simplement pas, pour obtenir des fonds, soutenir la concurrence du monde des affaires et de l'industrie pour qui les coûts ne comptent pas?

Je dis fort sérieusement au député d'Halifax (M. Forrestall), qui veut connaître notre solution, que si nous voulons construire des habitations—des maisons individuelles occupées par leur propriétaire ou des logements de location—et en nombre suffisant pour répondre à nos besoins, nous n'en construirons pas tant que le gouvernement du Canada, en collaboration avec les provinces, ne sera pas prêt à établir un ordre de priorités.

Je vais citer un simple exemple pris dans la ville d'Ottawa. Du moins, il me paraît simple. Il y a quelques semaines, à Ottawa,